



## Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 10, n°3 | Décembre 2019

Objets techniques et cycle hydrosocial/Foncier rural  
en Méditerranée

---

# Planification foncière et espaces agricoles périurbains en Algérie

Le cas de l'agglomération de Skikda

*Land use planning and Periurban agricultural areas in Algeria*

*A Case study of the Skikda conurbation*

Ahmed Bousmaha et Aissa Boulkaibet

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/16002>

DOI : 10.4000/developpementdurable.16002

ISSN : 1772-9971

### Éditeur

Association DD&T

### Référence électronique

Ahmed Bousmaha et Aissa Boulkaibet, « Planification foncière et espaces agricoles périurbains en Algérie », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 10, n°3 | Décembre 2019, mis en ligne le 20 décembre 2019, consulté le 14 avril 2020. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/16002> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.16002>

---

Ce document a été généré automatiquement le 14 avril 2020.



*Développement Durable et Territoires* est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

---

# Planification foncière et espaces agricoles périurbains en Algérie

Le cas de l'agglomération de Skikda

*Land use planning and Periurban agricultural areas in Algeria*

*A Case study of the Skikda conurbation*

Ahmed Bousmaha et Aïssa Boulkaïbet

---

- 1 La question foncière en Algérie a tendance à prendre plus d'ampleur et d'intensité d'année en année en raison des diverses atteintes et menaces dont font l'objet les terres agricoles. La croissance des villes et la consommation des espaces agricoles périurbains est un phénomène qui touche relativement toutes les agglomérations algériennes.
- 2 Dans ce contexte, la durabilité de l'agriculture périurbaine est une question centrale.
- 3 L'extension des surfaces urbanisées s'accompagne d'un transfert du foncier rural considérable entre les différents modes d'utilisation des sols. Les terres agricoles qui se trouvent autour des grandes agglomérations sont les plus touchées par l'urbanisation, car elles constituent le siège de multiples transformations socio-spatiales (Nemouchi, 2011). Notre cas d'étude porte sur l'agglomération de Skikda (Est algérien), dans laquelle la situation foncière connaît des bouleversements importants. Il permet de montrer, dans ce contexte, comment les nouveaux projets d'aménagement accélèrent l'urbanisation des terres et transforment l'activité agricole en périphérie urbaine.
- 4 Cette étude s'appuie sur l'analyse de documents d'urbanisme (plan directeur d'aménagement et d'urbanisme, plan d'occupation des sols, plan cadastral, etc.) et du rôle joué par les institutions locales. Elle utilise également les données recueillies auprès de l'Office national des statistiques (ONS) à l'échelle du district. Le district est une portion du territoire communal délimitée pour les besoins du recensement démographique. Il est composé d'un ou plusieurs îlots et compte une population approximative d'un millier de personnes (Guide du recensement, ONS, 2008).
- 5 Nous avons retracé l'évolution urbaine et périurbaine par la comparaison des différents états du même secteur à des dates différentes, suffisamment espacées. À partir d'un modèle d'évaluation digitale (« Digital Evaluation Model »), nous avons comparé par

photo-interprétation les différents états du secteur et réalisé des cartes de synthèse. Pour cette comparaison, nous avons utilisé la carte topographique IGN de 1960 (secteur de Philippeville, ancienne dénomination de Skikda), le plan directeur d'aménagement et d'urbanisme, ainsi que l'image Google Earth 2015.

## 1. L'agriculture périurbaine et la question de sa durabilité

- 6 La durabilité de l'agriculture périurbaine est devenue une question centrale en raison de l'accélération de l'urbanisation (Eloumi *et al.*, 2003 : 19). Face au rétrécissement du portefeuille foncier des collectivités et pour répondre aux besoins liés à la construction de projets de logements et d'infrastructures publiques, la consommation de terres s'accroît en Algérie. Ces terres se trouvent pour la plupart dans des zones à fort potentiel agricole, à l'image des plaines de Skikda, qui ont toujours été des sources d'approvisionnement des marchés locaux en fruits et légumes et des marchés régionaux pour d'autres produits.
- 7 Le terme d'agriculture périurbaine désigne les activités agricoles localisées dans une agglomération urbaine ou à sa périphérie (Torre, 2014). Cette définition renvoie à la confrontation entre deux grandes catégories d'enjeux : l'alimentation des villes par une agriculture de proximité et la préservation des terres agricoles. Celles-ci sont soumises à des concurrences et des conflits avec d'autres usages et activités au service de la ville (construction d'habitations ou d'immeubles de bureaux, d'infrastructures de transport ou de traitement des déchets, production industrielle, aménagement d'espaces de loisir). De nombreux auteurs font le constat que l'agriculture de proximité est aujourd'hui fragilisée par la concurrence de ces usages (Fleury *et al.*, 2004).
- 8 Les espaces périurbains sont en effet le cadre d'une intense concurrence en matière d'occupation des sols et de prix du foncier. Il en résulte des tensions, des conflits, une pression à l'urbanisation et à l'artificialisation, qui conduisent au recul des sols agricoles à proximité des agglomérations urbaines. On peut observer ces enjeux au travers de la place accordée aujourd'hui à l'agriculture dans les documents d'urbanisme, tout particulièrement ceux élaborés au niveau de la commune ou à l'échelle intercommunale (Plan directeur d'aménagement et d'urbanisme, Plan d'occupation des sols). En effet, les concurrences entre usages industriels, résidentiels et touristiques, d'une part, et la protection des espaces agricoles et naturels, d'autre part, sont une source de conflits intenses autour de l'écriture de la réglementation d'urbanisme et des projets de planification (Jouve *et al.*, 2003).
- 9 Le rapport de 2004 du Conseil national économique et social algérien fait le constat d'une faible effectivité des instruments juridiques mis en place pour la gestion du foncier : « *La dimension politique de la question foncière reste au centre des débats qui occultent les aspects économiques d'utilisation et de valorisation d'un potentiel en terre caractérisée par la diversité des statuts de son exploitation. Cette situation explique grandement les désinvestissements dans les exploitations du domaine privé de l'État, le morcellement, l'émiettement et l'abandon des terres des exploitations du secteur privé, l'exploitation anarchique...* » (CNES, 2004 :100).

## 2. Réformes foncières en Algérie

### 2.1. La loi d'orientation foncière

- 10 La loi d'orientation foncière de 1990 (en conformité à la Constitution de 1989 qui garantit la propriété privée) a permis la restitution à leurs propriétaires initiaux des terres versées au Fonds national de la révolution agraire (FNRA)<sup>1</sup>. *« Le changement de régime des années 1980 s'est accompagné d'une nouvelle politique urbaine qui va remettre en cause les options antérieures en libéralisant le marché foncier existant, en encourageant l'habitat pavillonnaire, en libéralisant la promotion immobilière privée et en légalisant les constructions illicites. La façon dont ces mesures ont été menées leur confère un caractère ségrégatif davantage souligné par le désengagement de l'État de la construction de logement social... »* (Semmoud, 2003).
- 11 Le plan directeur est issu de la loi relative à l'aménagement et l'urbanisme de 1990, toujours en vigueur. Selon les termes de ce texte, *« les instruments d'aménagement et d'urbanisme fixent les orientations fondamentales d'aménagement des territoires intéressés et déterminent les prévisions et les règles d'urbanisme. Ils définissent, plus particulièrement, les conditions permettant d'une part, de rationaliser l'utilisation de l'espace, de préserver les activités agricoles, de protéger les périmètres sensibles, les sites, les paysages... »* (article 11). D'après son article 48, *« ...dans les terres agricoles à potentialités élevées ou bonnes telles que définies par la législation en vigueur, les droits à construire sont limités aux constructions nécessaires à la viabilité des exploitations agricoles et aux constructions d'utilité publique »*.

### 2.2. La concession agricole des terres du domaine privé de l'État

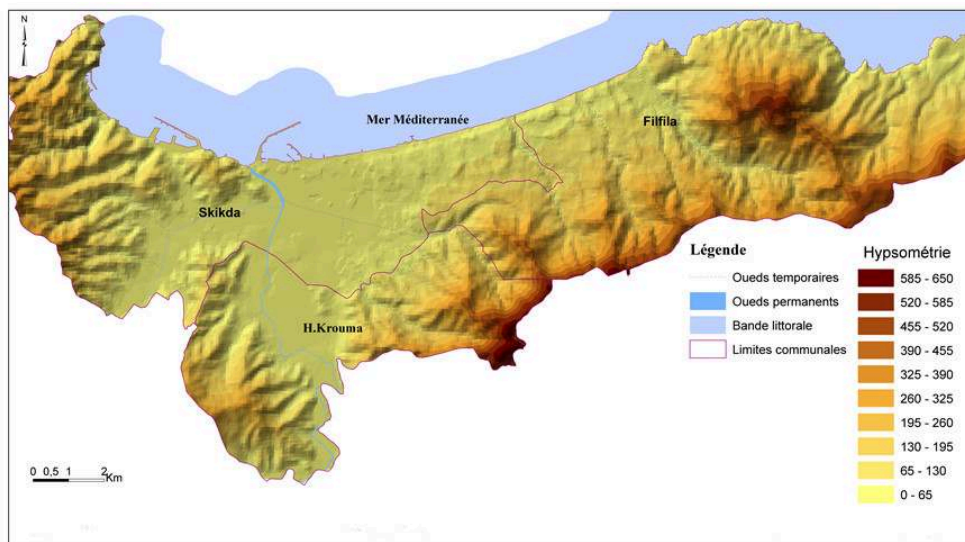
- 12 En 2008, la loi d'orientation agricole consolide les principes énoncés par la loi d'orientation foncière de 1990, et tranche définitivement sur le mode d'exploitation des terres agricoles du domaine privé de l'État à travers l'institution de la formule de la concession. Elle définit la concession comme le mode d'exploitation des terres agricoles, relevant du domaine privé de l'État<sup>2</sup>. Ces dispositions sont confirmées deux ans plus tard par une loi sur les concessions agricoles précisant les conditions et les modalités d'exploitation<sup>3</sup>. Ce texte maintient et confirme la propriété de l'État sur le foncier du secteur agricole anciennement autogéré, tout en délimitant les droits des exploitants actuels : le droit de jouissance perpétuelle est transformé en droit de concession limité à 40 années renouvelables. Les exploitants disposent ainsi de la faculté de vendre ou de donner en garantie leur droit d'usage de la terre.
- 13 Le nouveau cadre législatif permet la création d'un marché de droits d'usage très restreint. *« Nul ne peut acquérir plus d'un droit de concession sur l'ensemble du territoire national. Toutefois, l'acquisition par une personne de plusieurs droits de concession, en vue de constituer une exploitation agricole d'un seul tenant, est permise dans le respect de superficies maximales fixées par voie réglementaire, après autorisation de l'office national des terres agricoles... »*<sup>4</sup> (article 16).
- 14 Les réformes foncières ont par conséquent introduit deux changements majeurs à partir de 1980 : (1) le modèle de grande ferme étatique socialiste a été remplacé par le modèle d'entreprise agricole privé conforme à l'économie de marché ; (2) le droit de propriété et le droit d'exploitation ont été séparés (Benmihoub, 2015).

- 15 Une nouvelle loi foncière est par ailleurs adoptée le 15 août 2010. Elle fixe les conditions et les modalités d'exploitation des terres du domaine privé de l'État. Elle détermine également les modalités d'attribution sous forme de concessions à des personnes physiques ou morales, des terres mises en valeur par l'État, avec obligation d'exploitation. Ce texte réaffirme la propriété éminente de l'État sur les terres publiques, mais propose un réaménagement des conditions d'accès au foncier, considérées dans leur état actuel comme défavorables au développement agricole.
- 16 Pour Amichi *et al.* (2015) cette nouvelle politique foncière ne prend pas en compte le rôle joué par les pratiques locales, difficilement observables en raison de leur caractère informel. La faible transparence du processus de transition consécutif à la loi de 1990, la déstructuration des exploitations, le manque de soutien technique, l'absence de régulation des marchés sont autant d'obstacles encore mal identifiés et susceptibles de compromettre la durabilité de ces réformes. (Semmoud *et al.*, 2015).

### 3. Caractéristiques du secteur d'étude

- 17 L'extension spatiale de la ville de Skikda a été stimulée à la fois par une mobilité résidentielle du centre vers la périphérie, par un solde démographique naturel et par l'exode rural. À cette dynamique s'ajoute la réalisation récente de grands projets d'aménagement (pôle universitaire, pôles urbains, équipements sanitaires, touristiques, zones d'activités, etc.). Ces nouvelles réalisations ont consommé d'importantes surfaces agricoles. Plusieurs facteurs expliquent cette situation, au premier rang desquels les contraintes liées aux conditions physiques du site à l'ouest et au sud, caractérisé par la présence de la mer au nord (figure 1), et de la zone industrielle à l'est. L'urbanisation récente s'est faite au détriment des terres agricoles au sud de la ville de Skikda.

Figure 1. Topographie et localisation du secteur d'étude



Source : DEM téléchargé de DIVAGIS (2017) et traité avec ARGIS 10.0  
Réalisation : auteurs 2018

- 18 Cette situation s'explique par la décision des gestionnaires de la wilaya de Skikda d'implanter tous les nouveaux projets d'aménagement urbain à proximité de la ville en

délocalisant plusieurs projets prévus dans d'autres communes périphériques. À cet égard, les préconisations concernant une consommation maîtrisée des terres apparaissent peu utilisées par le Plan directeur de 2015, comme le confirme l'étalement urbain important que l'on constate dans l'agglomération et de ses conséquences sur le grignotage des terres agricoles dans la commune de Skikda et les communes avoisinantes, un phénomène observé dans d'autres agglomérations en Algérie (Bousmaha *et al.* 2017).

- 19 Le Plan directeur d'aménagement et d'urbanisme a pour vocation de définir des espaces aux fonctionnalités précises : zones à urbaniser, zones agricoles, zones industrielles. Parallèlement au zonage défini localement, le cadre législatif permet également la délimitation d'espaces protégés et la protection d'espaces spécifiques (loi montagne et loi littoral). Le plan directeur de Skikda, approuvé en 2015, affecte environ 1 500 hectares aux besoins liés à l'extension urbaine pour une période allant jusqu'en 2028. Les extensions futures de la ville de Skikda sont prévues en dehors de l'enveloppe urbaine dense. Les choix d'aménagement réalisés par les pouvoirs publics ne permettent pas de limiter l'important mitage de l'espace agricole opéré par l'extension rapide et multiforme du cadre bâti et des diverses activités. De ce fait, l'espace agricole s'est fortement contracté face à une extension importante des périphéries urbaines (Bousmaha *et al.*, 2017).
- 20 La localisation des nouveaux projets urbains à Skikda, montre que l'agriculture périurbaine est peu prise en compte dans les documents d'urbanisme de l'échelle territoriale à l'échelle urbaine et que les terres agricoles sont devenues un espace de report pour accueillir les nouveaux programmes des villes algériennes. Nemouchi souligne l'ineffectivité des outils mis en œuvre en matière de planification. « *L'exemple de la ville de Skikda met en évidence l'importance de la dimension sociale dans le traitement de la question foncière. En Algérie l'État a contrôlé les droits d'accès à la terre et la maîtrise foncière n'a pas toujours été intégrée dans une politique urbaine bien définie, ce qui a eu pour conséquences : la spéculation foncière, les détournements d'usage des sols et les abus de pouvoirs, l'extension du clientélisme, l'incompatibilité entre les espaces conçus et les espaces vécus et les inégalités sociales* » (Nemouchi, 2008).

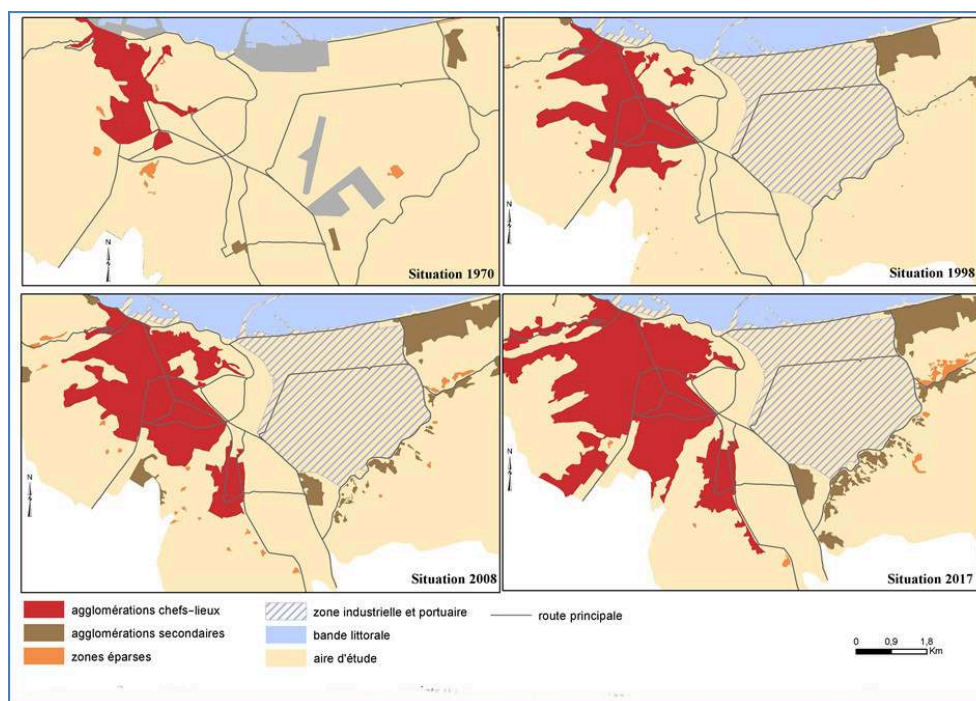
### 3.1. Croissance démographique et étalement urbain dans le secteur de Skikda

- 21 La ville de Skikda a vu sa population plus que doubler entre 1966 (environ 70 000 habitants) et 2011 (environ 160 000). Les facteurs à l'origine de cette croissance sont à la fois exogènes (flux migratoires) et endogènes (promotion administrative et industrialisation). La croissance démographique s'accompagne d'une expansion des espaces urbains au détriment des espaces ruraux et agricoles. Sur le plan spatial, cette croissance urbaine se répercute sur le développement de la consommation des ressources naturelles et accentue principalement les tensions sur le foncier agricole. En 2017, la surface des espaces urbanisés rattrape quasiment celle des espaces agricoles. Sous la pression d'une demande sociale de plus en plus croissante, l'agglomération de Skikda connaît une extension de son périmètre d'urbanisation (figure 2). La superficie du périmètre urbain de la ville de Skikda a augmenté de manière remarquable. Elle a plus que quadruplé entre 1960 et 2017 (de 233 à 1 344



hectares), sans compter la superficie de la zone industrielle et de son port et les deux zones d'activités.

Figure 2. Évolution du périmètre d'urbanisation de la ville de Skikda (1970-2017)

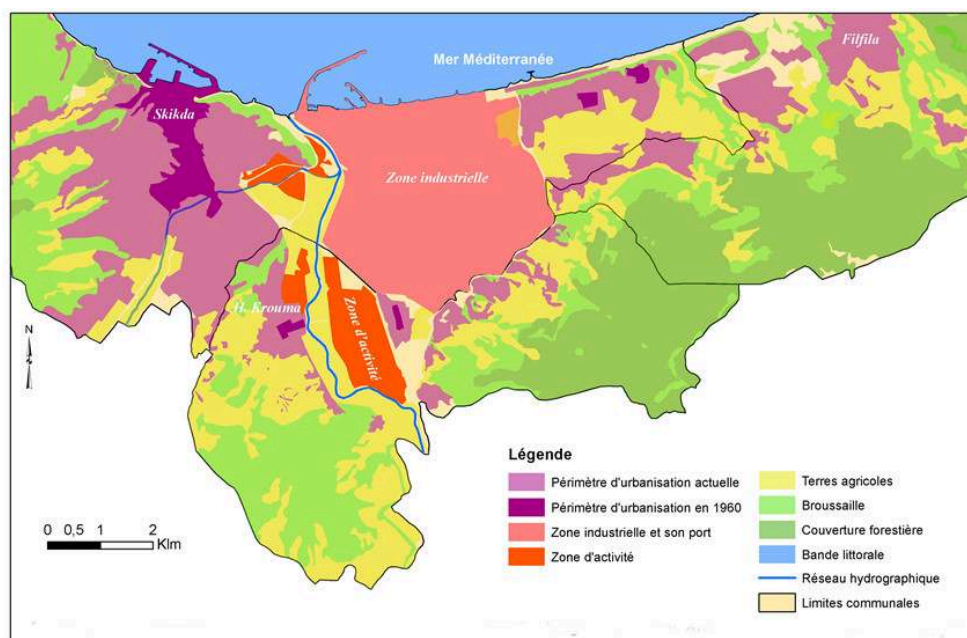


Sources : Image Google Earth 2015 ; photos aériennes 1972 ; plans districts (ONS 1998 et 2008) et traité avec ARGIS 10.0

Réalisation : auteurs 2018

- 22 Les dispositifs et les réglementations préconisant la préservation des terres à haute potentialité agricole de l'urbanisation et des usages autres qu'agricoles ont eu peu d'impact : l'extension urbaine s'est réalisée aux dépens des meilleures terres agricoles périurbaines (Hadeff, 2011). Les possibilités d'investissement plus fructueux dans la ville proche ont suscité de très nombreuses cessions de terres. Les bénéficiaires de ces transferts sont des groupes majoritairement urbains et de milieu favorisé (entrepreneurs, professions libérales, commerçants, cadres supérieurs de l'administration, de l'armée, etc.), mais aussi parfois de simples fonctionnaires, de petits commerçants ou encore des agriculteurs plus ou moins aisés.

Figure 3. Consommation des terres agricoles par l'urbanisation et l'industrialisation dans le secteur de Skikda de 1960 à 2015



Sources : Carte topographique de 1960 de Skikda ; PDAU intercommunal 2015 ; Image Google Earth 2015

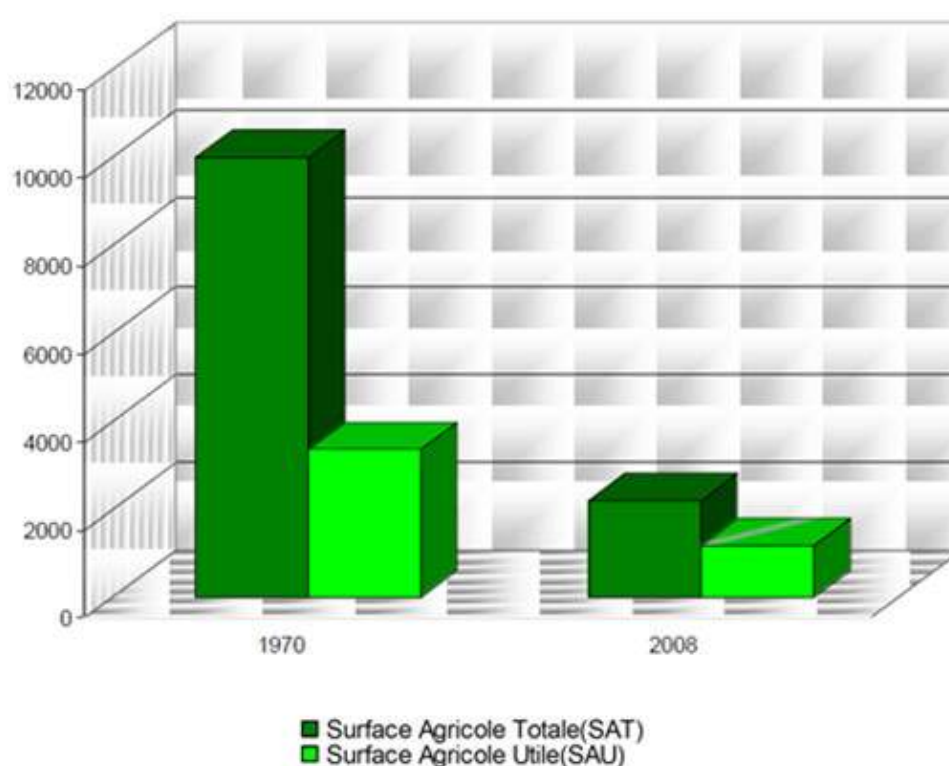
Réalisation : auteurs 2018

- 23 Malgré l'affirmation par les pouvoirs publics locaux de la nécessaire préservation des terres agricoles périphériques, l'agglomération de Skikda a ainsi connu un étalement urbain important à partir des années 1970. Pour faire face à une pression démographique de plus en plus accrue, la ville a été contrainte de reporter sa croissance vers les zones périurbaines. Cette situation a provoqué une forte tension sur la demande des terrains et favorisé la spéculation foncière et la hausse des prix des sols dans ces zones. Elle a induit par ailleurs une forte périurbanisation et la transformation des paysages ruraux périphériques. On assiste ainsi depuis plusieurs décennies à une surconsommation des terres agricoles à haut potentiel économique, notamment dans les zones limitrophes (les communes de Hemmadi Krouma, Hamrouche Hamoudi et Ben M'Hidi).
- 24 Plusieurs exploitations agricoles ont été intégrées à des projets d'urbanisation par le plan directeur. L'implantation d'une zone industrielle dans la vallée fertile de Saf-Saf, sur une superficie de plus de 1 200 hectares, une des meilleures vallées arables de toute l'Algérie, a eu un impact particulièrement important. Ces installations industrielles se font faites au détriment des terres agricoles relevant de l'État et plus précisément des domaines autogérés qui se trouvent démunis pour s'opposer à ces implantations (Mutin, 1985 : 242).
- 25 D'autres exemples, identifiables dans le plan directeur, mettent en évidence la vulnérabilité foncière des exploitations individuelles et collectives (Hadeef, 2017). Suivant les cas, les exploitations sont intégrées totalement ou partiellement dans des zones d'urbanisation. Selon la Direction des services agricoles, les meilleures terres irriguées (dont certaines dédiées à la production d'agrumes), sur plus de 300 hectares, ont été urbanisées dans la période 1975-1990, toutes situées dans la périphérie sud de la ville. Les politiques publiques mises en œuvre ont en définitive favorisé l'émergence de



stratégies spéculatives et ont freiné le développement d'alliances entre la ville et l'agriculture périurbaine.

Figure 4. Diminution des terres agricoles dans la commune de Skikda en hectares (1970-2008)



Source : Direction des services agricoles, 2010. (Hadeef, 2017, p. 321)

### 3.2. Instruments d'urbanisme ou instruments d'extension ?

- 26 Les espaces agricoles périurbains subissent de fortes pressions et mutations, animées par un jeu d'acteurs complexe aux intérêts conflictuels (Melot *et al.*, 2015). Le recul de l'agriculture face à la poussée urbaine se fait souvent dans un climat d'incertitude entre gestionnaires, promoteurs, agriculteurs, dont les conflits sont stimulés par la faible effectivité des documents publics de la planification. En dépit de la législation mettant en avant la protection et la préservation des terres agricoles, l'agriculture urbaine et périurbaine ne semble pas faire partie des priorités effectives des politiques publiques locales en matière d'urbanisme.
- 27 Malgré ces objectifs affichés par les textes législatifs, la mise en œuvre du Plan directeur d'aménagement et d'urbanisme s'est traduite le plus souvent par un développement inégal des activités, au détriment de l'agriculture, auquel s'ajoutent des pratiques de contournement. En l'absence d'une volonté politique forte de protection des exploitations, l'incitation financière à la vente des terres agricoles comme terrains à bâtir s'est très souvent imposée (Athmani, 2001). À cet égard, on peut qualifier le plan directeur de quasi- « instrument d'extension urbaine ». Il permet à l'espace urbain de s'étendre rapidement. « En moyenne, la ville consomme environ 30 hectares chaque année pour son extension spatiale » (Hadeef, 2011).

### 3.3. Les projets d'aménagement urbain

- 28 La planification urbaine a pour objectif de favoriser une répartition cohérente des activités sur le territoire et implique une gestion rationnelle des espaces disponibles pour éviter une surconsommation des terres agricoles autour des agglomérations urbaines. De manière générale, l'urbanisation s'opère préférentiellement par le biais des politiques publiques de logements sociaux qui constituent des opportunités pour les promoteurs. Dans le cas de Skikda, la dynamique de construction en périphérie urbaine semble s'inscrire dans le long terme, selon les prévisions du plan directeur.
- 29 Face à la croissance des villes, la planification urbaine tente d'organiser et de gérer l'espace urbain en s'appuyant sur un cadre réglementaire. Mais la conjonction d'une crise du logement prolongée et l'urbanisation galopante mettent en évidence l'ineffectivité des instruments utilisés. Les programmes de logements et les projets structurants sont le plus souvent décidés au gré de la disponibilité du foncier et des décisions politiques, indépendamment des orientations réglementaires et par dérogations spéciales.

## Conclusion

- 30 En dépit d'une législation mettant en avant la protection et la préservation des terres agricoles, l'agriculture urbaine et périurbaine semble peu prise en compte dans la mise en œuvre des outils d'urbanisme dans notre cas d'étude. Malgré les intentions affichées, les politiques d'aménagement peinent à infléchir la consommation d'espaces agricoles périurbains. Les terres agricoles littorales sont les plus touchées, car elles constituent le siège de multiples transformations socio-spatiales.
- 31 Retisser des liens nouveaux entre la ville de Skikda et sa campagne est un défi qui ne peut être relevé que par la mise en œuvre d'une politique urbaine en adéquation avec une politique rurale et la mise en place de démarches de protection et de valorisation des espaces agricoles. Pour freiner le phénomène de littoralisation et assurer la sécurité alimentaire, la maîtrise de l'étalement urbain dans des zones où les espaces côtiers, agricoles ou naturels sont soumis à une forte pression foncière apparaît donc comme un enjeu majeur pour les aires urbaines algériennes. Le passage d'un urbanisme de « plan » à un urbanisme de « projet » constitue sans doute une des issues pour canaliser la croissance urbaine et assurer un développement urbain cohérent et durable, susceptible de favoriser une maîtrise économe de l'espace par des actions en faveur de la densification et du renouvellement urbain (Berezowska-Azzag, 2011).

## BIBLIOGRAPHIE

- Amichi H., Bouarfa S., Kuper M. in Vianey G. (ed.), Requier-Desjardins M. (ed.), Paoli J.-C. (ed.), 2015, « Les arrangements informels en agriculture irriguée en Algérie : stratégies de survie ou options de développement », *Options méditerranéennes*, série B, n° 72, p. 311-324.
- Association pour le développement de l'agriculture à Grenoble, 2004, « L'agriculture périurbaine, une proximité ville-agriculture à construire ». Quatrième journée de proximité, IDEP-LEST-GREQAM, groupe de recherches dynamiques de proximité, Marseille.
- Athmani F., 2001, « Impact des instruments d'urbanisme et de contrôle sur le cadre bâti, cas du permis de construire », mémoire de magister, université de Constantine.
- Benmihoub A., 2015, « 50 ans de réformes du foncier agricole étatique en Algérie, une rétrospective », in Vianey G. (ed.), Requier-Desjardins M. (ed.), Paoli J.-C. (ed.). « Accaparement, action publique, stratégies individuelles et ressources naturelles : regards croisés sur la course aux terres et à l'eau en contextes méditerranéens », *Options méditerranéennes*, série B, Études et recherches, n° 72, p. 53-70.
- Berezowska-Azzag E., 2011, « Projet urbain, guide méthodologique. Connaître le contexte de développement durable », Alger, Synergie, 387 p.
- Bousmaha A., Chouache A., 2017, « L'étalement urbain et ses impacts sur le foncier rural en Algérie. Le cas de Sétif et sa région », in *La petite exploitation agricole méditerranéenne, une réponse en temps de crise*, Paoli J.-C. (coordinateur), *Options méditerranéennes*, série A, n° 117, p. 155-166.
- CNES (Conseil national économique et social), 2004, « La configuration du foncier en Algérie, une contrainte au développement économique », Alger, 24<sup>e</sup> session plénière, novembre, 141 p., <http://www.cnes.dz/cnes/wp-content/uploads/Rapport-sur-la-configuration-du-foncier-en.pdf>.
- Elloumi M., Jouve A.-M., 2003 « Bouleversement foncier en Méditerranée », Paris, L'Harmattan.
- Sanz E., Napoléone C., Hubert B., Mata Olmo R., 2017, « Vers une méthodologie systémique et générique de caractérisation de l'agriculture périurbaine en Méditerranée. Une démarche basée sur une comparaison en miroir », *Options méditerranéennes*, série A, n° 117, p. 191-206.
- Fleury A., Laville J., Darly S., Lenaers V., 2004, « Dynamiques de l'agriculture périurbaine : du local au local », *Cahiers Agricultures*, vol. 13, n° 1, p. 58-63.
- Hadef H., 2011, « Aux marges du système urbain : le périurbain et la consommation du foncier agricole – cas de Skikda, Algérie », *Sciences & Technologie*, D, n° 34, décembre, p. 9-17.
- Hadef H., 2017, « Extension urbaine et consommation du foncier agricole ; quelle responsabilité des instruments d'urbanisme ? Cas de Skikda, Algérie », *Revue de législation de l'urbanisme et construction de l'université de Tiaret*, vol. 1, n° 4, p. 309-331.
- Larcher G., 1998, « La gestion des espaces périurbains », Rapport d'information 415 – 1997/1998 – Commission des Affaires économiques et du Plan, [https://www.senat.fr/rap/r97-415/r97-415\\_mono.html](https://www.senat.fr/rap/r97-415/r97-415_mono.html).
- Mutin G., 1985, « L'industrialisation : un phénomène général aux effets diversifiés », in (Troin J.-F., dir.) *Le Maghreb, hommes et espaces*, Paris, Armand Colin, p. 220-251.
- Nemouchi H., 2008, « Le foncier dans la ville algérienne. L'exemple de Skikda », *L'information géographique*, vol. 72, n° 4, p. 88-100.

Nemouchi H., 2011, « Pratiques sociales et problèmes fonciers en Algérie », in Elloumi M. (ed.), Jouve A.-M. (ed.), Napoléone C. (ed.), Paoli J.-C. (ed.), 2011, « Régulation foncière et protection des terres agricoles en Méditerranée ». *Options méditerranéennes*, série B, Études et Recherches, n° 66, p. 127-143.

Melot R., Paoli J.-C., in Vianey G. (ed.), Requier-Desjardins M. (ed.), Paoli J.-C. (ed.), 2015, « L'urbanisation littorale en question : une analyse des projets de construction et des documents d'urbanisme contestés en Corse », *Accaparement, action publique, stratégies individuelles et ressources naturelles : regards croisés sur la course aux terres et à l'eau en contextes méditerranéens*, *Options méditerranéennes*, série B, Études et Recherches, n° 72, p. 189-198.

Semmoud N., 2003, « Les mutations de la morphologie socio-spatiale algéroise », *Annales de géographie*, n° 633, p. 495-517.

Semmoud B., Laadhem A., 2015, « L'agriculture périurbaine face aux vulnérabilités foncières en Algérie », *Territoires en mouvement : revue de géographie et d'aménagement*, n° 25-26, <http://tem.revues.org/2845>, DOI : 10.4000/tem.2845.

Torre A., 2014, « L'agriculture de proximité face aux enjeux fonciers. Quelques réflexions à partir du cas francilien », *Espaces et sociétés*, vol. 3, n° 158, p. 31-48.

## NOTES

1. Loi n° 90-25 de décembre 1990. L'ordonnance n° 95-26 du 25 septembre 1995 définit les conditions de la restitution.
2. Loi d'orientation agricole n° 08-16 du 03 août 2008, art. 17.
3. Loi portant concession agricole n° 10-03 de 2010.
4. *Ibid.*, art. 16.

## RÉSUMÉS

Les villes algériennes sont l'objet d'une urbanisation rapide, un développement souvent anarchique et une consommation chaotique des terrains agricoles. L'étalement urbain constitue une forme d'urbanisation qui s'est généralisée dans les villes algériennes. Forte de son attractivité résidentielle et économique, la ville de Skikda connaît une forte dynamique démographique, au point d'être aujourd'hui confrontée à des enjeux fonciers de premier ordre. Face à ces constats, la maîtrise de l'étalement urbain et la protection des espaces agricoles périurbains apparaissent comme problématiques.

L'objectif principal de cette étude est de permettre une meilleure compréhension des enjeux et défis posés par la gestion du foncier agricole périurbain à partir de l'étude de l'agglomération de Skikda et les espaces agricoles attenants.

Algerian cities are experiencing rapid urbanisation, an often anarchic development and a chaotic consumption of agricultural land. Urban sprawl is a form of urbanisation that has become widespread in Algerian cities. With its residential and economic appeal, the city of Skikda is

experiencing a strong demographic dynamic, to the point of being faced today with first order land issues. Given these observations, we wonder if we can control urban sprawl and protect periurban agricultural areas.

The main objective of this study is to provide a better understanding of the issues and challenges of periurban farmland management based on the study of the Skikda conurbation and adjacent agricultural areas.

## INDEX

**Keywords :** periurbanisation, urban sprawl, periurban agriculture, Skikda

**Mots-clés :** périurbanisation, étalement urbain, agriculture périurbaine, Skikda

## AUTEURS

### AHMED BOUSMAHA

Ahmed Bousmaha est maître de Conférences HDR en géographie. Ses travaux portent principalement sur l'étalement urbain, le foncier, l'agriculture périurbaine et la micro-urbanisation en Algérie. Il est président du comité de la formation doctorale : villes et territoires, aménagement et durabilité.université d'Oum El Bouaghi, Algérie (laboratoire de recherche RNAMS).

bousmaha06@yahoo.fr

bousmaha.ahmed@univ-oeb.dz

### AISSA BOULKAIBET

Aissa Boulkaibet est maître de Conférences à l'Institut de gestion des techniques urbaines. Il s'intéresse au système d'information géographique, aux projets de territoires urbains, aux risques industriels. Ses recherches concernent la gestion et l'aménagement des espaces urbains.université d'Oum El Bouaghi, Algérie.

boulkaibeta@yahoo.fr